

Présidentielle 2019 au Nigéria

Un paysage pré-électoral dominé par les violences et les rivalités politiques

Abdelhak BASSOU



Présidentielle 2019 au Nigéria

Un paysage pré-électoral dominé par les violences et les rivalités politiques

Abdelhak BASSOU

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. À cet effet, le think tank s'appuie sur des productions analytiques indépendantes et un réseau de partenaires et de chercheurs de premier plan, dans l'esprit d'une plateforme ouverte de discussions et d'échanges.

Porteur d'une « perspective du Sud », celle d'un pays à revenu intermédiaire africain, sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales.

Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud. Un de ses objectifs est de contribuer à l'émergence d'une « Atlantique élargie », dont le potentiel reste très largement sous-exploité. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion.

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4^{ème} étage - Mahaj Erryad - Rabat, Maroc

Website : WWW.OCPCC.MA

Email : CONTACT@OCPCC.MA

Tél : +212 (0) 537 27 08 08 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

© OCP Policy Center. Tous droits réservés

Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à OCP Policy Center.

A propos de l'auteur, Abdelhak BASSOU

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

Résumé

Depuis l'annonce, par le Président Muhammad Buhari, de sa candidature à l'élection présidentielle de février 2019, le Nigéria vit une fièvre de campagne électorale prématurée. Du côté de la majorité, le temps est à assurer un deuxième mandat au Président en exercice et, dans les rangs de l'opposition, l'effort est consacré à la quête de la personne qui portera son fanion et au choix de la manière de contrer le All Progressive Congress (APC), aux affaires. Si la bataille pour l'acquisition du pouvoir est légitime entre des forces politiques concurrentes, le climat dans lequel elle se déroule interpelle en raison de certaines considérations, actuelles et historiques.

Présidentielle 2019 au Nigéria

Un paysage pré-électoral dominé par les violences et les rivalités politiques

Introduction

Depuis l'annonce, par le Président Muhammad Buhari, de sa candidature à l'élection présidentielle de février 2019, le Nigéria vit une fièvre de campagne électorale prématurée. Du côté de la majorité, le temps est à assurer un deuxième mandat au Président en exercice et, dans les rangs de l'opposition, l'effort est consacré à la quête de la personne qui portera son fanion et au choix de la manière de contrer le All Progressive Congress (APC), aux affaires. Si la bataille pour l'acquisition du pouvoir est légitime entre des forces politiques concurrentes, le climat dans lequel elle se déroule interpelle en raison de certaines considérations, actuelles et historiques.

Depuis sa création, le Nigéria n'a pu vivre un semblant de stabilité politique et d'alternance démocratique du pouvoir que depuis 1999. Cette stabilité souffre encore de plusieurs facteurs de fragilité et de vulnérabilité. Primo, la tradition montre que l'accès à la magistrature suprême de l'Etat fédéral, et même aux postes de gouverneur d'Etat, s'obtient dans des atmosphères perturbées¹. Les périodes électorales sont réputées être propices à la violence entre adversaires politiques ou même entre factions et partisans d'un même parti.

Secundo, il est important de relever que sur les 20 années de démocratie dans ce pays, 13 ont vu aux commandes des anciens généraux de l'armée (Olusegun Obasanjo, de 1999 à 2007, et Mohammed Buhari, de 2015 à 2019) qui, plus est, avaient déjà exercé la magistrature suprême lors des périodes des coups d'Etat. L'alternance démocratique continue de peiner à s'opérer sans les anciens militaires. Selon certains connaisseurs du pays, le Président Buhari confirme la persistance de l'esprit martial qui s'accommode mal d'avis contraires ou opposés². Tercio, la composante ethnique reste de mise. En témoigne, l'entourage du Président Buhari lui-même, dominé par des personnages originaires de l'Etat du Borno, au Nord-est du pays. Le chef d'Etat-major de l'armée de terre, Tukur Yusuf Buratai, conseiller à la Sécurité nationale (NSA), Monguno, le directeur de cabinet, Abba Kyari, ou encore Ibrahim Mustafa Magu à la tête de la Commission sur les crimes économiques et financiers (EFCC), sont des exemples qui soulignent l'importance de l'élément ethnique.

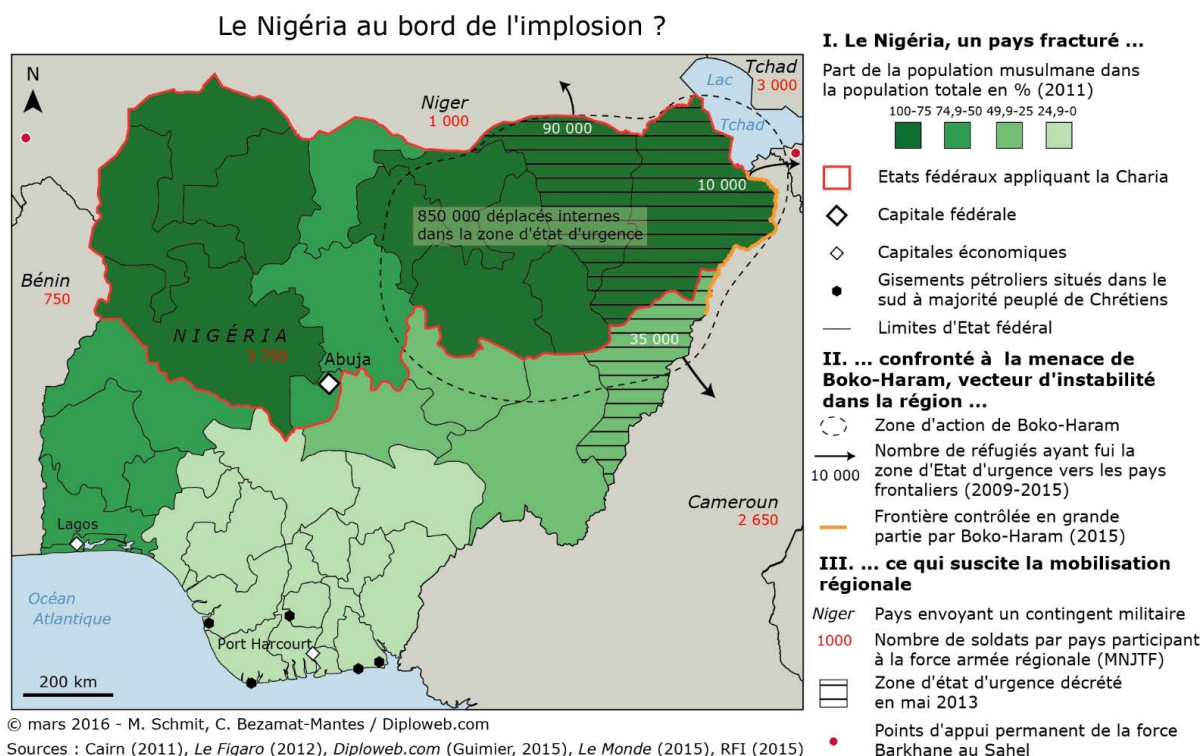
A côté de ces facteurs politico-ethniques, le phénomène de la prolifération de la violence interpelle par son étendue aux différents aspects de la vie du pays. La violence n'est pas que politique. Elle est peut-être à placer dans un cadre plus large de troubles sociaux généralisés, incluant les violences électorales, ethniques et confessionnelles. Le fil conducteur entre la violence politique et les autres formes de violence serait, comme le soutient l'universitaire nigérian, George Genyi, que les rivalités et diversités ethniques et

1. Quatre chefs d'Etat sont morts dans l'exercice de leur fonction et le pays a vécu six coups d'Etat depuis son indépendance en 1960.

2. Voir l'interview du Monde-Afrique avec Benjamin Auger de l'IFRI. Le chercheur affirme : « La mentalité de Buhari et de ses hommes de confiance n'a pas vraiment évolué depuis les années 1980 et le putsch de décembre 1983. Le chef de l'Etat a du mal à se faire à l'idée que le Sénat, puissant au Nigeria, puisse lui tenir tête, bloquer ou freiner ses décisions ». https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/16/muhammadu-buhari-gouverne-le-nigeria-entoure-de-militaires-ages-comme-lui_5095551_3212.html

religieuses s'expriment à travers le multipartisme³.

Un rappel des faits socio-politiques du Nigéria, depuis l'indépendance à nos jours, montre à quel point les Nigériens doivent s'armer d'esprit national, unitaire et démocratique pour dépasser ces clivages. Ceci est d'autant plus nécessaire que le pays vit actuellement des réminiscences de violences anciennes et la résurgence de nouveaux facteurs de conflictualité. En 2016, des études n'avaient pas hésité à qualifier le Nigéria de pays au seuil de l'implosion. Voir <https://www.diploweb.com/Boko-Haram-face-a-sa.html>.



Les prochaines élections seront, donc, un nouveau test pour la classe politique nigérienne. Elle aura à consolider la tendance vers une démocratisation en devenir ou, alors, le retour aux procédés violents qui caractérisaient les transitions politiques dans le pays depuis son accession à l'indépendance⁴.

I. Réalités politiques, constitutionnelles et partisans

2. Un panorama politique dicté par le paysage ethnique

Le Nigéria est le fruit de métamorphoses que le pays a connues depuis sa création, en 1914. Né de la fusion, par les Anglais, entre le Nigéria du Nord et le Nigéria du Sud, ce pays est considéré comme une entité créée par les Britanniques, en dépit des contradictions que présentent les deux régions réunies⁵.

3. Genyi George A., Electoral Violence and the 2015 General Elections in Nigeria, Department of Political Science, Benue State University, Makurdi, African Renaissance, Volume 12, Numbers 3 & 4, 2015, (p. 41-68).

4. Ce risque avait déjà pointé en 2011, lorsque la victoire du Chrétien Goodluck contre le Musulman Buhari s'était soldée par plus de 800 personnes tuées lors d'émeutes dans le nord.

5. Voir compte rendu de la visite au Nigéria d'une délégation du groupe sénatorial d'amitié France-Afrique de l'Ouest du 4 au 10 octobre 1999. <https://www.senat.fr/ga/ga-029/ga-0290.html> - Voir également, <https://www.peterlang.com/view/9783035197280/chapter01.xhtml>

Le traitement accordé aux deux régions lors de la période coloniale, constituait le noyau de ce qui allait devenir la ligne de dissonance entre les deux espaces, Nord et Sud. Dissonance que les Nigériens tenteront de dépasser après l'indépendance, avec plus au moins de fortune, pour construire le Nigéria contemporain, nourrissant l'ambition de grandeur et d'unité.

Les Britanniques avaient, en effet, exercé un protectorat à deux vitesses :

- Au Nord, ils avaient laissé une grande autonomie aux émirs locaux et n'exerçaient, par conséquent, qu'une administration indirecte. Frederick Lugard, le Haut-commissaire du Protectorat du Nigéria du Nord, de 1900 à 1906, avait fait face, dans ses tentatives d'organisation de l'administration, à l'hostilité du sultan de Sokoto et des émirs peuls. Il y eut des opérations militaires, durant toute cette période, pour soumettre les populations indigènes. Le représentant britannique dû se contenter, cependant, d'un statut de résident (sous le régime de l'indirect rule) laissant aux émirs un quasi plein pouvoir dans leurs commandements respectifs, allant de la collecte d'impôts à la régulation de la vie quotidienne. Ce Nord musulman est peuplé d'ethnies Haoussa/Foulani. Les Haoussa (2/3) et les Foulani (1/3) sont deux ethnies différentes mais soudées par la religion musulmane qui leur a permis de bâtir une vie commune relativement sans incidents. Réunies, ces deux ethnies représentent de nos jours 40 à 45% de la population.
- Au Sud, les deux ethnies dominantes, Ibo et Yoruba, ont fortement subi l'influence des missions chrétiennes, catholiques et protestantes, et les populations se sont converties au christianisme. Ils ont pu bénéficier de l'éducation dispensée par les missionnaires et n'ont pas affiché, vis-à-vis des réformes britanniques, la même opposition que celle des Haoussa/Foulani au Nord. Cependant, et dès 1922, Yoruba et Ibo affichent leurs divergences, sans conflictualité. Les premiers, peuplant le Sud/Ouest, sont protestants et constituent une bourgeoisie industrielle ; les seconds, occupant le Sud/Est, sont catholiques et s'activent dans les fonctions administratives, pour partie, et dans le commerce, pour l'autre.

Depuis ses premiers balbutiements et jusqu'à un passé très récent, la vie politique nigérienne sera influencée par ces bipolarités opposant Nord/Sud, Musulmans/Chrétiens, Pasteurs/Agriculteurs et Haoussa-Peuls/Yoruba-Ibo.

Lorsqu'au début des années cinquante, le gouvernement britannique reconnaissait, sous la pression du nationalisme nigérian, la création de partis politiques nigériens dans la perspective de l'indépendance, les clivages (régionaux, ethniques et religieux) seront très présents : Les trois premiers partis politiques se forment sur la base de ces paramètres géographiques, ethniques et confessionnels :

- Au Sud-ouest, dans le pays Yoruba, se forme le Groupe d'action, « Action Group » (AG) avec à sa tête Obafemi Awolowo, un natif d'Ikenne, qui en faisait partie dans le temps du protectorat britannique du sud. C'est le leader Yoruba, défendant l'unité de son ethnie, notamment à travers une organisation sous le nom « Egbe Omo Oduduwa »⁶. Ce sont les membres de ce groupe qui constitueront, dès 1951, le noyau de l'AG. Celle-ci deviendra, en 1976, le United Party of Nigeria (UPN), toujours composé de Yoruba.

6. L'organisation s'occupait de promouvoir la culture et l'unité du peuple Yoruba, et leur assurer un avenir sûr.

- Au Sud/est, pays Ibo, apparaît le Conseil national des Citoyens nigériens « National Council of Nigerian Citizens » (NCNC), dont l'ancêtre est le National Council of Nigeria and Cameroon, né en 1944. Le leader du parti est Nnamdi Azikiwe, un Ibo catholique qui deviendra le premier président de la République du Nigéria. En 1976, le NCNC changera d'appellation, en se donnant celle de Nigerian People Party (NPP) et restera le parti des Ibo.
- Au Nord, les Haoussa/Foulani créent le Congrès du Peuple du Nord, « Northern People Congress » (NPC). Deux leaders conduisent le parti, Abou Baker Tafawa Balefa et Ahmadou Bellou, tous deux musulmans. Il deviendra, au milieu des années 70, le National Party of Nigeria (NPN), sans se départir de son caractère ethnique.
- Pour s'opposer aux partis dominants à l'échelle régionale, et militer pour la création de nouveaux Etats au niveau fédéral⁷, les ethnies minoritaires forment aussi des partis politiques. Ce pari sera, en effet, gagné puisque le Nigéria passera de trois Etats, en 1967, à 36, en 1996.

Tableau des différents morcellements de la Fédération avec les présidents qui ont procédé à ces découpages

Redécoupage des anciennes régions du Nigeria en États

<i>Année (gouvernement)</i>	<i>Région Nord</i>	<i>Région Ouest</i>	<i>Région Est</i>	<i>Total des États</i>
1967 (Gowon)	6	3	3	12
1976 (Murtala et Obasanjo)	10	4	5	19
1987 (Babangida)	11	5	5	21
1991 (Babangida)	16	7	7	30
1996 (Abacha)	19	9	8	36

Source : http://www.forumfed.org/pubs/dmlivre1_8.pdf

Le caractère accentué d'ethnicité et de confessionnalité entre les partis fait craindre aux Britanniques une partition du Nigéria, ce qui les a poussés à agir, à la veille des élections de 1959, pour amener le NPC (Nord, musulman) et le NCNC (Sud/est, catholique) à s'allier. L'alliance qui a couronné les efforts britanniques permit aux Ibo et aux Haoussa/Foulani de cueillir les dividendes à l'indépendance, en 1960. Nnamdi Azikiwe (NCNC) est nommé gouverneur général du Nigéria et accédera à la magistrature suprême en 1963, alors qu'Abou Baker Tafawa (NPC) est nommé premier ministre de l'Etat fédéral.

Isolé, après l'alliance entre le Nord et le Sud/est, wolowo, du GA, se voit contester le pouvoir, y compris parmi les siens en pays Yoruba. Son rival, Ladoke Akintola, crée son propre parti le UPP ou Parti des Peuples Unis, soutenu par le NPC. Ce dernier ne manquera pas de renforcer son alliance avec l'UPP, lorsque les tensions s'étaient accentuées entre le président Azikiwi (NCNC) et le premier ministre Abou Baker Tafawa Balewa (NPC). Un nouveau tandem se construit entre le NPC, allié à l'UPP, et NCNC, allié à l'AG.

7. La Fédération est, à ses débuts, divisée en seulement trois États, reflétant les principales populations du pays (haoussa/Peuls, yoruba et igbo). Le Nigeria s'est peu à peu morcelé pour renforcer les pouvoirs fédéraux.

2. Une alternance dominée par les coups d'Etat

Depuis la création de la République du Nigéria, après l'indépendance, et jusqu'à la fin du siècle dernier, l'alternance au pouvoir n'a jamais pu se réaliser de manière démocratique et paisible. Les rares civils, conduisant des pouvoirs élus, n'ont jamais vécu plus que quelques mois. Pour l'essentiel, ils furent renversés par des militaires, généralement issus du Nord :

- A peine un peu plus de cinq ans après l'indépendance, et moins de quatre ans après la proclamation de la République, le Nigéria connut son premier coup d'Etat. En janvier 1966, Johnson Aguiyi Ironsi, un Ibo qui occupait les fonctions de Commandant en chef de l'armée, s'empare du pouvoir après un coup d'Etat sanglant. Il assassine tous les Haoussa/Foulani qui étaient pourtant les alliés des Ibo au pouvoir. Le Président Azikiwe, d'ethnie Ibo, est épargné mais fut emprisonné. Au Nord, se déchaîne alors une campagne de vengeance dont furent victimes 100000 Ibo. Les militaires musulmans du Nord ne tardèrent également pas à assassiner le Général Ironsi et à mettre à la tête de l'Etat un autre Général, Yakubu Gowon, issu d'une ethnie du Nord, alliée des Haoussa/Foulani, les Anga. Les Ibo vivant au Nord sont de nouveau objet d'exactions et voient massacrer 30 000 autres des leurs et décident, alors, de battre en retraite vers leur région au Sud-est, tout en nourrissant des idées séparatistes.
- En 1975, le Général Gowon est à son tour renversé par Muritala Mohammed, un Général musulman du Nord. Ce dernier sera lui-même assassiné quelques mois après et remplacé par son adjoint, le Général Olusegun Obasanjo, un Yoruba chrétien.
- Des élections démocratiques amèneront, en 1979, un Musulman au pouvoir, Alhaji Shehu Shagari qui sera réélu pour un second mandat suite à des élections contestées et qui, quelques mois plus tard, sera renversé par le Général Mohammed Buhari, lui-même Musulman. Destitué, à son tour, au profit du Général Ibrahim Babangida, qui sera amené à démissionner pour céder la place à un gouvernement d'union nationale, qui ne dure que trois mois avant d'être renversé par un Général du Nord, Sani Abacha.
- Ce n'est qu'en 1999 que des élections libres et démocratiques amènent au pouvoir un ancien président, Général à la retraite, Yoruba chrétien, Olusegun Obasanjo. Le pouvoir est, cette fois, acquis de manière démocratique, mais les troubles ne disparaissent pas pour autant. Au Nord, 12 Etats instaurent la Charia (loi islamique) et dans le Delta du Niger le Mouvement d'émancipation du Delta du Niger mène des actions violentes pour réclamer la part des autochtones des richesses pétrolières. Obasanjo fut néanmoins réélu en 2003 et effectue son mandat avant d'être remplacé démocratiquement, en 2007, par un Musulman du Nord, Umaru Yar'adua, décédé en 2010 et remplacé par son vice-président Goodluck Jonathan. A la suite des élections de 2011, ce dernier sera élu président de la République jusqu'aux élections de 2015 qu'il perd face à un ancien président, le Général retraité, Mohammed Buhari. Ce dernier avait déjà exercé un mandat présidentiel en 1983, après avoir renversé Alhaji Shehu Shagari, suite à un coup d'Etat.

S'il est clairement apparent que les coups d'Etat ont, jusqu'en 1999, constitué un mode itératif de prise de pouvoir, force est de relever que se sont, dans la majorité des cas, des militaires Haoussa/Foulani du Nord qui initient les putschs. Même si ces coups d'Etat ont, parfois, porté au pouvoir des personnalités issues d'autres ethnies. Cette domination des militaires Haoussa/Foulani trouve son explication dans l'ère

coloniale où ces ethnies se faisaient recruter dans les rangs des armées coloniales, contrairement aux Yoruba et Ibo, plus enclins aux fonctions administratives, à l'industrie et au commerce. A l'indépendance, la majeure partie des hauts cadres et généraux de l'armée se recrutaient parmi les deux premières ethnies, comme héritage de l'ère coloniale. De plus, les finances, le commerce et l'industrie se trouvant aux mains des Chrétiens, les champs de pétrole se situant au Sud et, donc, en terre chrétienne, les élites militaires du Nord ne pouvaient laisser à ces derniers le pouvoir politique aussi.

L'image, ci-après, montre à travers la succession de chefs d'Etat au Nigéria, que 8 des 16 présidents qui se sont succédés au pays, depuis son indépendance, sont des militaires et que deux parmi les 8 civils qui ont accédé à la magistrature suprême étaient des anciens généraux de l'armée⁸.

3. Un constitutionalisme évolutif, impacté par le multi-ethnisme géographique et l'intervention massive des militaires

En 1946, l'organisation politique du Nigéria est déterminée par la Constitution Richards. Cette loi fondamentale prévoyait un Conseil législatif représentant l'ensemble du pays, assorti de conseils analogues dans le Nord, l'Ouest et l'Est. Ces dispositions informaient clairement sur le fédéralisme naissant. La tendance est confirmée par la Constitution Macpherson de 1951, qui renforce l'autonomie des trois régions. C'est en 1954 que le Nigeria est déclaré comme une fédération par la Constitution dite de Littleton. Les trois régions formeront les composantes de l'Etat fédéral. En 1960, année de l'indépendance du Nigéria, la dernière action du protectorat fut le Décret nigérien de 1960 qui promulgua, non seulement la nouvelle Constitution de la Fédération du Nigeria, mais également les constitutions des trois régions fédérées. La Constitution de 1960 ménagait les différences ethniques avec minutie. Au Sénat, les trois régions disposaient d'une représentation paritaire. A la Cour suprême, la Constitution maintenait le même souci de représentation équilibrée.

La Constitution insistait sur les prérogatives des groupes ethniques minoritaires en matière politique, civile, culturelle, religieuse et éducative et prévoyait des mécanismes institutionnels dont l'objectif est d'assurer les droits des minorités⁹.

Il faut cependant remarquer qu'au niveau partisan, les trois partis politiques restent enracinés dans les trois principales régions qui correspondent à des ethnies spécifiques et qui sont calquées sur des confessions et des religions spécifiques. L'absence d'un parti politique national desservait l'objectif d'intériorisation par les populations d'un Etat-Nation.

Le premier régime militaire avait cru bien faire en amendant, en 1966, la Constitution dans le sens de l'abolition du fédéralisme. Il instaure l'Etat unitaire. Les conséquences furent dramatiques, car non seulement des contrecoups sanglants ont tenté de restaurer le fédéralisme, mais la région de l'Est va jusqu'à proclamer son indépendance comme République indépendante du Biafra. Les militaires durent céder en 1970 et accepter la formation d'une commission chargée de la rédaction d'une constitution. Les travaux donneront lieu à la Constitution de 1979.

8. http://www.forumfed.org/pubs/dmlivre1_8.pdf

9. L'on peut citer, à titre d'exemple, les dispositions de l'article 27 qui imposait une représentation équitable des minorités ethniques au sein des services publics régionaux.

Celle-ci se distinguait surtout par l'instauration du régime présidentiel. Cependant, elle n'avait résisté que jusqu'en décembre 1983. Dès le début des années quatre-vingt, des gouvernements régionaux refusèrent de se plier aux décisions du gouvernement fédéral et plusieurs d'entre eux étaient hostiles à la nomination des non-résidents dans la fonction publique, à leur entrée dans les écoles publiques et à toute activité dans le commerce interétatique. Ces Etats déniaient, ainsi, le principe de la citoyenneté nigériane et celui conséquent de la liberté d'établissement et de circulation, garantie par la Constitution. Dans de nombreux Etats, les partis politiques d'opposition furent exclus par les autorités. Pour plusieurs observateurs du moment, la situation devenait de plus en plus propice à une intervention militaire qui aura lieu en 1983.

En 1989, les militaires promulguèrent une nouvelle constitution. Comme celles de 1979 et de 1999, cette nouvelle loi fondamentale est l'œuvre de militaires qui s'octroient les premiers rôles dans chaque constitution, en prenant soin, à chaque fois, d'annoncer une amorce de chemin vers la démocratie pour voiler les dispositions antidémocratiques qu'ils enracinaient.

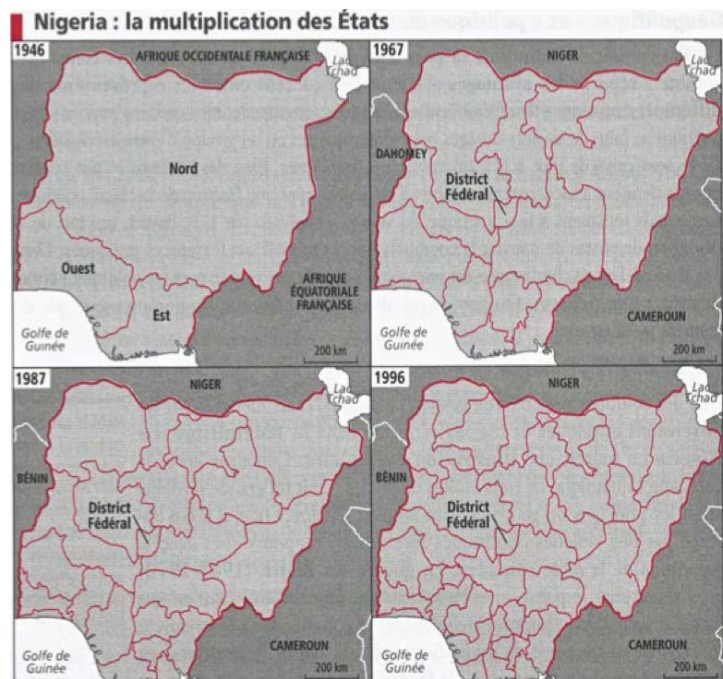
En conclusion, il ressort que l'histoire politique du Nigéria est dominée par :

- L'ethnisme et le confessionnalisme qui ont présidé à l'architecture partisane ;
- L'ingérence militaire dans les affaires politiques, assortie d'une prolifération de coups d'Etat ;
- La dynamique constitutionnelle qui porte les empreintes du multi-ethnisme et de la domination des arcanes du pouvoir par les militaires.

II. Le phénomène de la violence

1. Les tentatives séparatistes, la crise du Biafra (voir encadré)

La partition du pays constitue l'une des menaces au Nigéria depuis l'ère coloniale. Déjà lors des élections de 1959, les Britanniques qui craignaient un éclatement de la Fédération ont œuvré pour que le NPC, parti des gens du Nord, s'allie au NCNC représentant du Sud-ouest, afin d'éviter tout clivage Musulmans/Chrétiens qui pousserait à la partition. Ce même souci a toujours incité les autorités et les instances politiques, désireuses de sauvegarder l'unité du pays, à multiplier les morcellements et les découpages en Etats fédérés pour éviter les grands ensembles territoriaux qui pourraient développer des ambitions d'indépendance (voir la carte d'évolution des découpages).



La guerre du Biafra en dates **Extraits d'un article du Figaro.fr en mai 2017**

15 janvier 1966 : le coup d'État des Ibo

La guerre civile nigériane plonge ses racines dans les rivalités ethniques qui rongent une Afrique aux frontières dessinées par les puissances colonisatrices. Au Nigéria, les Ibo (ou Igbo), Catholiques originaires de la partie orientale du pays qui deviendra le Biafra, s'opposent aux populations du Nord, musulmanes, les Haoussas et les Foulani. Le 15 janvier 1966, six ans après l'indépendance, le général ibo Aguyi Ironsi s'empare du pouvoir. L'unification forcée de l'État fédéral est refusée par le Nord. Des émeutes, puis des massacres, contre les Ibo se déclenchent dans plusieurs villes. Le 29 juillet, Ironsi est assassiné lors d'un coup d'État mené par le général Yakubu Gowon. La chasse aux Ibo continue pendant des mois : 30.000 d'entre eux sont assassinés, d'autres mutilés.

30 mai 1967 : naissance d'un État, le Biafra

Galvanisés par les récits des réfugiés fuyant les persécutions, ulcérés par le redécoupage administratif du pays en douze États fédéraux qui les prive de leurs ressources pétrolières, les Ibo veulent faire sécession (...) Le général Gowon ne peut accepter de voir s'échapper la manne pétrolière. Il lance, le 6 juillet, une offensive générale. C'est le début d'une guerre qui durera trente mois.

Lors des premières semaines, l'armée biafraise se défend avec succès. Elle réussit même une percée vers l'Ouest, mais quelques mois plus tard, les forces nigérianes ont totalement repris le dessus. Dès octobre, la capitale Enugu tombe aux mains de l'armée fédérale.

Printemps 1968 : le Biafra cerné

Un an après son indépendance, le Biafra se trouve totalement encerclé ayant perdu, avec la chute de Port Harcourt, son accès à la mer. La petite république n'est plus alors dans la presse que le « réduit biafrais » (...)

Depuis le début de la guerre, le gouvernement de Gowon impose un blocus total à la région sécessionniste. Devenu un « réduit » coupé du monde, le Biafra connaît à l'été 68 une famine sans précédent. La population réfugiée ne reçoit plus que deux repas par semaine. Le chiffre de 6.000 morts par jour est avancé. Les images diffusées par les médias d'enfants malnutris au ventre gonflé bouleversent l'opinion internationale (...)

15 janvier 1970 : "mort" de l'éphémère République du Biafra

Au mois de décembre de l'année 1969, une offensive générale est lancée contre les derniers bastions biafrais qui tombent un à un. Le 11 janvier, 1970, Ojukwu s'enfuit, laissant le soin à son successeur Philip Effiong de signer la reddition quatre jours plus tard. Le général Gowon déclare qu'il n'y a « ni vainqueur, ni vaincu » et appelle à la réconciliation nationale. Le Biafra n'est plus (...)

<http://www.lefigaro.fr/histoire/2017/05/29/26001-20170529ARTFIG00243-la-guerre-du-biafra-en-cinq-dates.phpen>

Les Ibo ont été l'objet d'exactions de la part des Haoussa/peuls, en réponse aux massacres perpétrés par le Général Johnson Aguyi Ironsi sur les populations du Nord lors de son coup d'Etat de 1966. Ils se sont alors confinés dans leur région du Sud-est avec des velléités d'indépendance. Ils mettront leur ambition à exécution dès mai 1967, en déclenchant ce qui est connu dans l'histoire du Nigéria comme étant la crise du Biafra, en se référant aux pogroms subis par leur ethnie quelques mois auparavant. Une crise qui n'a pas tardé à voir l'ingérence de pays étrangers qui, selon leurs intérêts, encourageaient les séparatistes ou l'Etat fédéral. L'hostilité des Nigériens au séparatisme avait enclenché une violence extrême à l'égard des séparatistes, allant jusqu'à les soumettre à un blocus qui a généré la famine dans la région du Sud-est et contraint les Biafrais à déposer les armes. Cette phase de la guerre, qui se termina en 1970, avait laissé un million de morts dont la majorité se compte parmi les Ibo.

Carte de situation de la région du Biafra



Source : <http://www.rfi.fr/emission/20170530-marc-antoine-perouse-montclos-ird-decrypte-guerre-biafra-nigeria>

Quarante ans après, la revendication séparatiste se réveille avec Nnamdi Kanu, un sécessionniste qui, en 2009, crée Radio Biafra à Londres. Arrêté par les forces de l'ordre à Abuja, en 2015, et libéré sous caution en avril 2017, il passe à la clandestinité sans renoncer à ses visées séparatistes et son Mouvement Indépendantiste pour les Peuples Indigènes du Biafra (IPOB) a été déclaré organisation terroriste. Nnamdi Kanu continue de militer pour l'organisation d'un « référendum sur l'indépendance du Biafra »¹⁰.

En sus de ce retour qui semble nostalgique, un autre facteur est venu réveiller le démon du séparatisme. Victimes, depuis plusieurs mois (2016) d'attaques menées dans le Sud-est par des bergers peuls, les agriculteurs igbo estiment avoir été lâchés par l'Etat fédéral, conduit par un peul musulman, et réclament de nouveau la création d'un Etat indépendant.

De plus, l'appauvrissement de cette région devient chronique, en dépit des ressources en pétrole qu'elle recèle. Cet appauvrissement nourrit les velléités d'une « rébellion » qui, parfois, s'exprime sous forme de banditisme ou de terrorisme. La situation est aujourd'hui aggravée du fait que le « Biafra » borde les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun qui sont au cœur d'un conflit séparatiste, devenu très violent ces derniers mois.

10. Nnamdi Kanu affirme que son ethnie constitue une « tribu perdue d'Israël ». Selon lui, le Biafra serait « la terre promise ». Vérité ou simple manœuvre pour sensibiliser Israël à sa cause, les Nigériens, même Ibo, tendent plutôt à croire que c'est une manipulation.

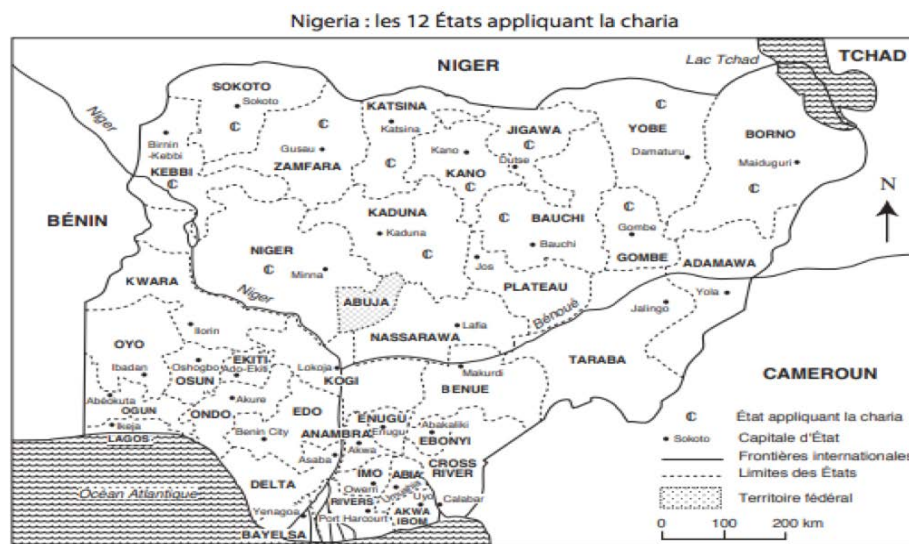
La gestion de la question fait l'objet de divergences entre les politiciens nigériens :

- L'ex-Président Olusegun Obasanjo (Chrétien) soutient l'idée d'un dialogue avec les séparatistes.
- Mohammed Buhari, l'actuel Président, est hostile à toute idée de dialogue avec les Igbo ; ces derniers ont massivement voté pour le président sortant, Goodluck Jonathan, lors des élections de 2015.

2. La violence extrémiste

Jamaat Ahl Al-sunna Li Daawa Wa Al Djihad, plus connu sous l'appellation Boko Haram, a été fondée par Abou Youssouf Mohamed ben Youssouf ben Mohamed ben Ahmed, originaire de Maiduguri dans le Borno¹¹. Le fondateur aurait été, selon ses deux fils, révolté par l'obédience aveugle des Musulmans d'Afrique de l'Ouest aux valeurs de la civilisation occidentale et leur abandon des principes coraniques. Il s'affilie à l'organisation d'Ibrahim Zakzaky, avant de se rendre compte de l'obédience irano-chiite de cette dernière.

Après avoir fréquenté plusieurs autres organisations, il décide de créer sa propre structure en 2002, encouragé en cela par l'attentat d'Al Qaeda en septembre 2001. Abou Youssouf Mohamed prêche que l'école occidentale détruit la culture islamique et conquiert plus profondément la communauté musulmane que les croisades. Il en condamne la mixité, le relâchement des mœurs, la corruption des valeurs traditionnelles, l'utilisation du calendrier grégorien et la pratique du sport qui, de son point de vue, détournent de la religion. En 2003, le groupe fait l'objet de plusieurs descentes de la police. Les adeptes d'Abou Youssouf se retranchent alors à Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno, qui demeure leur base. Abou Youssouf fonde une école islamiste au Borno qui attire des étudiants musulmans de tout le Nord du pays, une région connue pour ses accointances islamistes et plusieurs Etats ont instauré la Charia comme loi (voir carte ci-dessous). C'est parmi ces étudiants que seront recrutés les membres de Boko Haram.



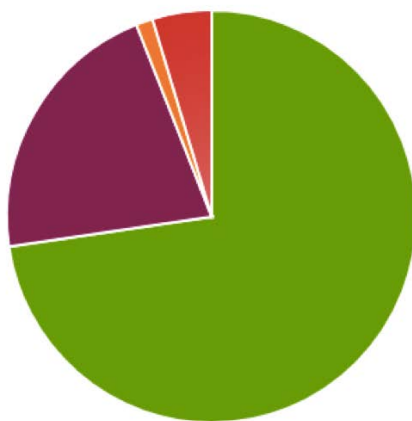
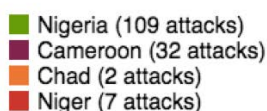
Source : Marc-Antoine Pérouse de Montclos, 2012.

11. C'est ainsi qu'il est identifié dans l'ouvrage : « خذع الورك من الخوارج الشيكوية ببيعة أهل الكرم » paru en 2018, signé par ses deux fils. Un ouvrage qui, tout en traçant la biographie du fondateur de Boko Haram, se veut une critique acerbe à l'endroit d'Abou Bakr Shehakou, l'actuel leader du mouvement. Selon eux, Shehakou a trahi les principes tracés par Abou Youssouf, pour se lancer dans une violence aveugle. Les termes du livre appuient l'idée d'une scission au sein de l'organisation terroriste. En effet, au moment où Daech recevait l'allégeance de Boko Haram en 2015, Al Baghdadi empressait de nommer à la tête de l'organisation un proche des deux fils du fondateur de Boko Haram. Abou Mossaab Al Bornaoui. Cette initiative du "calife" de Daech ne fut pas du goût de Shehakou, qui ne tardera pas à retirer son allégeance à Daech et de déclarer, avec les combattants qui l'ont suivi, une reprise de l'allégeance à Al Qaeda. L'ancien Boko Haram fonctionne aujourd'hui avec deux ailes distinctes et opposées qui, jusqu'à présent, ne s'affrontent pas. Une lutte entre les deux n'est pourtant pas à écarter, tellement les propos de l'ouvrage cité supra sont véhéments à l'endroit de Shehakou.

Le modus operandi de l'organisation était calqué sur celui des Talibans pakistanais, qui veut que les écoles islamiques servent de lieu de formation des combattants. Ces apprentis-terroristes n'étaient pas seulement animés par la foi musulmane, mais également par un profond ressentiment d'abandon par l'Etat et par les élites qui gouvernent, et par une lassitude des répressions brutales d'une police fédérale cruelle et corrompue. C'est, d'ailleurs, cette brutalité des services de sécurité qui, selon plusieurs chercheurs, va transformer l'organisation d'une structure de prêche à une structure terroriste. C'est, en effet, l'assassinat par la police nigériane, en 2009, d'Abou Youssouf qui porte aux commandes de Boko Haram, Abou Bakr Shehakou, le plus sanguinaire et le moins savant des disciples du fondateur de l'organisation terroriste.

Sous la conduite d'Abou Bakr Shehakou, Boko Haram se lance dans un cycle de violence sans précédent qui a généré des milliers de morts et plusieurs dizaines de milliers de déplacés¹². En 2015, le Président Buhari fera de la lutte contre Boko Haram un de ses principaux thèmes de campagne. Il réussira, certes, à enregistrer des victoires contre l'organisation terroriste mais celle-ci conserve sa capacité de nuisance, voire la renforce, en s'étendant au-delà du Nigéria pour faire de tout le bassin du Lac Tchad son terrain d'opération. En dépit de cette extension, l'organisation terroriste reste ancrée au Nigéria, pays où se concentre la majeure partie de ses attaques (voir figure ci-après).

Where Boko Haram attacked in 2017



Source: BBC Monitoring

BBC

Dans sa nature, Boko Haram peut aussi bien s'identifier à une organisation islamiste et religieuse qu'à un mouvement social. A ses débuts, le mouvement est sectaire. Il est marqué par son intransigeance religieuse et son intolérance à l'égard des autres Musulmans, et son fonctionnement est en vase clos. Il va jusqu'à inciter les adeptes à se marier entre eux. Cependant, et au fur et à mesure qu'il se développe et qu'il gagne du terrain, Boko Haram prend des allures d'un mouvement de protestation sociale. Au-delà de sa doctrine djihadiste, il revêt un caractère politique. Il met à nu les faiblesses de l'Etat, qu'il qualifie d'incapable de maintenir l'ordre et de gérer les conflits autrement que par la répression. Il révèle les

12. Les violences de Boko Haram depuis 2009 ont fait environ 20 000 morts et 2.6 millions de déplacés dont 2 millions déplacés intérieurs et 500 000 réfugiés dans les pays voisins. Le coût des destructions a été évalué par la Banque mondiale à 5.2 milliards d'euros. La région a récemment fait face à une importante crise alimentaire.

pratiques de corruption qui gangrènent l'administration et les craintes de la population quant à une guerre de religions, susceptible de compromettre l'unité nationale.

Même l'armée n'échappe pas aux affres de l'échec face à Boko Haram. La discipline au sein des unités militaires s'en ressent. Le 12 août 2018, des militaires avaient refusé de monter dans l'avion qui devait les transférer de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, vers la localité de Marte, à la frontière avec le Niger, où évoluent les terroristes de Boko Haram. Ces soldats se seraient mis à tirer en l'air pendant quatre heures, arguant que selon la promesse qui leur avait été faite le combat contre Boko Haram ne durerait que trois ans maximum.

Les activités terroristes de l'organisation pèsent sur les campagnes électorales avant termes que connaît le pays. L'échec de Buhari contre l'organisation est l'un des arguments de ses opposants.

Moins connu que Boko Haram, mais non moins nuisible de par les vagues de violence qu'il provoque, le Mouvement Islamique Nigérian (MIN) est un groupe religieux et politique qui pratique un Islam chiïte depuis les années 80. Il est déclaré par l'Etat de Kaduna comme une organisation illégale. Son leader, Ibrahim Zakzaky est incarcéré depuis les événements de 2015¹³ par les autorités du Nigéria, en dépit de la décision de la Haute Cour d'Abuja qui a ordonné sa libération à la fin de l'année 2016.

3. Le conflit entre pasteurs et agriculteurs

Alors qu'il semble s'estomper ailleurs, ce genre de conflits prend des dimensions inquiétantes en Afrique. Le changement climatique et les sécheresses qui en découlent rendent plus ardue la recherche d'eau et de pâturages, et l'établissement de frontières depuis les indépendances ont réduit la liberté de circulation des pasteurs, condamnant les espaces de nomadisme à plus d'exiguïté. De plus, l'accroissement continu de la population réduit les couloirs de transhumance, de plus en plus transformés en champs pour des agriculteurs sédentaires. Les éleveurs sont honnis des cultivateurs qui, généralement, massacrent les bêtes qui détruisent les plantes et s'attirent des représailles sanguinaires de la part des transhumants.

Depuis le boom pétrolier des années 1970, le gouvernement s'est détourné du secteur pastoral. Un secteur sur lequel l'Etat ne s'est plus penché depuis 1965. Les structures, procédures et infrastructures nécessaires à la régulation de l'activité pastorale sont précaires, pour ne pas dire inexistantes. Les itinéraires de transhumance censés être protégés par le gouvernement et les autorités locales sont bloqués. Soit parce qu'ils sont cultivés par des fermiers, soit parce qu'ils sont habités. Les transhumants forcent alors le passage à travers les champs et les cultures sont détruites par le bétail. C'est le point de départ des tueries et massacres que l'Etat a beaucoup de peine à endiguer. Les cas de représailles et de contre-représailles sont de plus en plus fréquents. Le 23 juin 2018, dans le district de Barakin Ladi de l'Etat du Plateau, un massacre perpétré contre la communauté Berom, agriculteurs, majoritairement Chrétiens, avait fait plus de 200 morts. L'attaque a été attribuée aux éleveurs peuls musulmans du même district. Le lendemain, des jeunes de l'ethnie Berom ont barricadé la route entre Jos (capitale de l'Etat) et Abuja (capitale fédérale) pour attaquer les automobilistes qui ressemblaient à « des Peuls et /ou des Musulmans ». Certains accusent

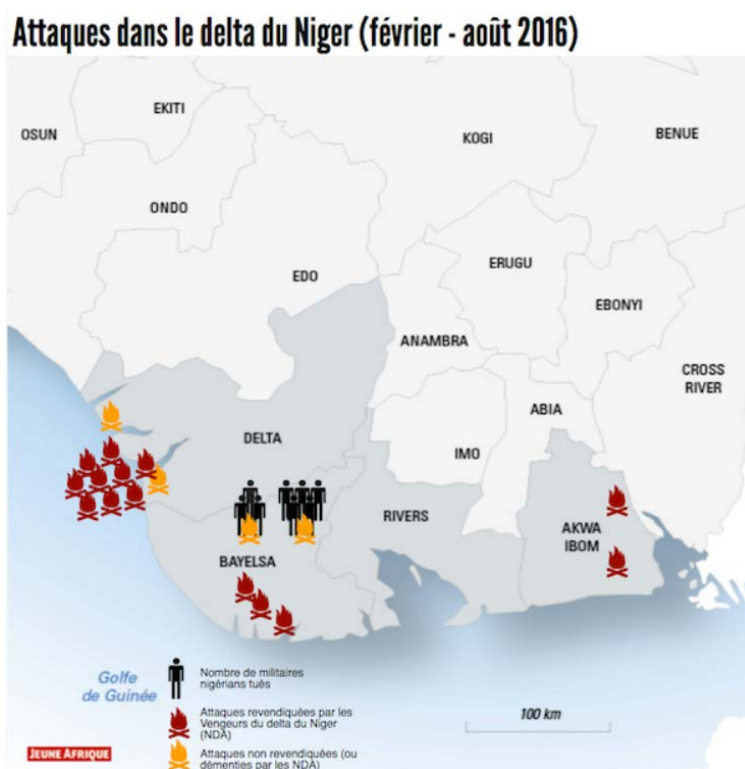
13. Du 12 au 14 décembre 2015, les forces de sécurité sont intervenues pour réprimer une manifestation chiïte. Elles ont alors, selon des ONG des droits de l'homme, tué des centaines de civils, dont des partisans du MIN – hommes, femmes et enfants – et arrêté plus de 200 personnes du mouvement. Les sources officielles ont avancé le chiffre de 347 victimes. Les images satellite du site du charnier de Mando prises le 2 novembre et le 24 décembre 2015, et exploitées par Amnesty internationale Nigéria, montrent qu'une zone d'environ 1 000 m² a été très perturbée, et que des bâtiments et des mosquées ont été détruits.

le Président de laxisme envers les violences des Musulmans peuls dont il est issu¹⁴. L'accusation était telle que le Président avait été obligé d'intervenir publiquement pour démentir les allégations selon lesquelles il n'agissait pas face à la crise qui cristallise toutes les tensions dans le pays en soutien à la communauté peule et musulmane. Allégations qu'il qualifiera d'« injustes ». Il est cependant mis au défi par plusieurs formations politiques et médias qui lui demandent d'agir ou de démissionner¹⁵.

Le 6 juin, les deux chambres du Parlement ont affirmé dans une résolution que l'Assemblée nationale "n'hésitera pas à recourir à ses pouvoirs constitutionnels si rien n'est fait contre l'insécurité".

4. Les conflits sociaux du Delta du Niger¹⁶

La région du Delta du Niger, riche en pétrole, a été durant les deux dernières décennies le théâtre de violences qui ont impacté, non seulement l'économie du pays, mais également sa stabilité et sa paix sociale (voir carte). Pourtant, la région est, du point de vue stratégique, une opportunité pour l'économie nigériane.



Source : <http://www.jeuneafrique.com/334042/politique/carte-delta-niger-region-hautement-inflammable/>

14. Dans une conférence de presse, le Dr Pogo Bitrus, président du Forum de la ceinture moyenne sur le génocide en cours dans l'État du Plateau, avait déclaré que : « Les plus récentes attaques perpétrées dans l'État du Plateau ont fait plus de 200 morts, et les antagonistes ont poursuivi leur massacre durant plus de cinq heures sans aucune réaction des forces de sécurité. Il est inconcevable qu'une attaque d'une telle ampleur ait pu être planifiée sans que les agences de renseignement s'en aperçoivent (...). **Notre conclusion est que ceci est la preuve d'une complicité de haut niveau de la part des forces de sécurité** ».

15. « Ces tueries sont allées trop loin », a mis en garde le journal local Business Day, appelant le chef de l'État à démissionner : « Si le président ne peut garantir la sécurité (...), il devrait quitter ses fonctions », a écrit le quotidien nigérien d'influence. « Dans une telle situation, il ne devrait même pas aborder le sujet de sa réélection ».

16. D'une superficie de 70 000 km² environ, le Delta du Niger est la plus importante région deltaïque d'Afrique et la troisième au niveau mondial. Elle recèle des réserves en pétrole brut estimées à environ 37 milliards de barils brut (OPEP, 2017), ce qui la place au 10^{ème} rang mondial. Outre le pétrole brut, la région est aussi richement dotée en gaz naturel, avec des réserves supérieures à 120 billions de pieds cubes (OPEP, 2017).

Le gouvernement fédéral avait tenté de résoudre la crise en juin 2009, lorsqu'il a décrété une amnistie et mis en œuvre un programme de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR) des groupes armés du Delta du Niger¹⁷. Si ce programme avait permis à la région de connaître une paix et une stabilité relatives, il ne s'attaquait cependant pas aux racines du mal et ses différentes phases n'avaient pas été correctement exécutées. Ainsi, dès 2016, les actions violentes ciblant les infrastructures de l'industrie pétrolière avaient repris, conduites par de nouveaux groupes, comme celui des Niger Delta Avengers (NDA) et le Niger Delta Greenland Justice Movement (NDGJM).

Ces groupes, qui prétendent défendre les droits des communautés des régions productrices d'hydrocarbures, font valoir que les dites communautés ne tirent généralement pas un profit suffisant de la manne pétrolière. Suivant ce raisonnement, les ressources appartiennent aux communautés du Delta du Niger qui subissent l'impact de la production pétrolière sur leur environnement et sur leurs activités traditionnelles. Résultat : les relations entre les communautés, les Etats du Delta du Niger et le gouvernement fédéral du Nigéria s'en trouvent minées.

III. Le scrutin de 2019

Depuis le printemps 2018, le pays vit en mode stand-by. Tout, ou presque, est dédié aux préparatifs en vue des élections présidentielles de 2019. Même les actions non électives, ou qui ne s'inscrivent pas dans cette perspective, visent en fait à alimenter cette campagne. L'actualité se réduit aux activités des partis politiques, leurs recrutements, les défections de députés, de sénateurs ou encore de gouverneurs. Que ce soit à l'échelle fédérale ou au niveau des Etats, la fièvre est d'une intensité que n'égale que le rythme des attentats de Boko Haram ou encore les razzias des bandes criminelles et les tueries entre pasteurs et agriculteurs.

Cette situation, combinée au marasme économique que connaît le pays, risque-t-elle d'être appréhendée comme un facteur qui aggraverait la rivalité politique au point de ramener le Nigéria à ses années de plomb. Années où la junte militaire commandait le pays au rythme de coups d'Etat ? Les différentes formes de conflits internes, politiques, ethniques, sociaux et confessionnels ne nourrissent-elles pas la tentation de retour à des pratiques considérées comme révolues ? Les incidents que risque d'engendrer la présente campagne électorale et les échéances à venir ne seraient-ils pas un véhicule transportant le risque de dérapage ? Cette question peut se décliner de manière détaillée :

- Quelles sont les forces en présence dans cette bataille, d'ores et déjà annoncée rude et cruciale ? Laquelle bataille se jouera-t-elle entre les deux grands partis uniquement ?
- Quels rôles jouent les anciens militaires qui demeurent engagés dans la vie politique, en dépit de l'avènement d'une ère démocratique ? Lesquels militaires sont-ils toujours influents ?
- Quelles seraient les chances des partis en compétition de remporter le scrutin de 2019. Et quelle est la prédisposition chez les challengers à accepter le verdict des urnes ?

17. Le 25 juin 2009, le Président Umaru Musa Yar'Adua a annoncé une amnistie pour les groupes armés dans le Delta du Niger. Dans son annonce, le Président a déclaré que les militants doivent faire preuve de « volonté et de disposition à déposer les armes, à renoncer inconditionnellement au militantisme et à signer un engagement ».

1. Une vie politique dominée par l'APC et le PDP

Parti démocratique populaire

Fondé en 1998, le People's Democratic Party (PDP) est situé au centre de l'échiquier politique. Il a été créé dans le but de renverser le régime militaire de Sani Abacha. Il défend quelques positions sociales conservatrices. Il est membre de l'Internationale démocrate centriste.

De 1999 à 2015, ce parti avait dominé la vie politique au Nigéria. Cumulant à la fois présidence et large représentation au sein de la Chambre des représentants et du Sénat.

De 1999 à 2007, Olusegun Obasanjo, règne en maître sur le Nigéria. Il a su capitaliser sur sa nouvelle qualité de civil, mais également sur son habileté d'homme du Sud ayant pu rallier le Nord, et comme Chrétien qui a pu obtenir le soutien des Musulmans.

Le Parti créa même la surprise en remportant, en 2003, de nombreux États yoruba, une ethnie pourtant considérée comme historiquement acquise à l'Alliance pour la Démocratie (AD).

En 2007, Umaru Yar'Adua, candidat du PDP, remporte le scrutin mais décède en cours de mandat en 2010. Jonathan Goodluck, vice-Président, lui succède avant de connaître le succès aux élections de 2011, toujours sous la bannière du PDP.

Ce n'est qu'en 2015 qu'il perd sa domination face au parti nouvellement constitué, le All Progressive Congress, APC.

Le All Progressive Congress

En février 2013, les responsables des trois grands partis d'opposition d'alors, et une faction de la All Progressives Grand Alliance (APGA) ont signé un document qui scelle leur fusion dans une seule formation politique, le All Progressives Congress, APC. Les trois partis qui voulaient couper la voie à Jonathan Goodluck pour un second mandat étaient :

- Le Congrès d'action du Nigeria (ACN), représenté par Tom Ikimi ;
- Le Congrès pour le changement progressiste (PCC), représenté par Garba Shehu, son président ;
- Le Parti des peuples du Nigeria (ANPP), représenté par Ibrahim Shekarau, président de son comité ;
- La sénatrice Annie Okonkwo, représentant l'APGA.

Le parti s'était constitué dans un climat d'exaspération, généré par le laxisme affiché du président Jonathan Goodluck, notamment suite à une action jugée molle contre Boko Haram. Dès 2014, le PDP avait commencé à faiblir. De nombreux sénateurs et gouverneurs avaient fait défection pour grossir les rangs de l'opposition, et l'ancien chef d'Etat et poids lourd du PDP, Olusegun Obasanjo avait annoncé qu'il ne soutenait plus le président sortant Goodluck Jonathan, dans une lettre publique qui a influencé les électeurs dans le Sud du pays.

L'APC choisit Muhammad Buhari comme candidat et gagne les élections de 2015. La victoire de Buhari est paradoxalement due au soutien de l'ancien président, Olusegun Obasanjo qui a exercé deux mandats au

nom du PDP. Obasanjo, qui dans le temps avait quitté le PDP, avait souligné que le Général Buhari était plus à même que Goodluck Jonathan, pour combattre le terrorisme.

2. Que reproche-t-on à Buhari ?

Depuis que la pré-campagne électorale a été lancée, l'APC et le président Buhari sont la cible d'attaques par les partis de l'opposition, principalement le PDP, qui a longtemps dominé la vie politique nigériane et qui a hâte de retrouver sa prééminence dans le pays. L'opposition trouve au bilan du Président sortant, et c'est de bonne guerre, plus de points faibles que positifs.

Taxé d'homme qui manque de tact¹⁸, Buhari est généralement la cible principale de l'opposition. D'abord pour sa personne (fragilité de sa santé) et, ensuite, pour son bilan (échec dans la lutte contre l'insécurité et la corruption). On lui reproche, aussi, le recours à des méthodes fortes. Méthodes qui n'ont pas pu juguler les différentes crises du pays. Le président se voit, en général, reprocher trois échecs au regard de la politique menée durant son mandat :

- **Insécurité** : Plusieurs formes de violence secouent le Nigéria (voir chapitre supra). Le Président Buhari avait fait de la lutte contre ces fléaux l'un de ses principaux thèmes de campagne. S'il a réussi, avec l'aide de la Force Multinationale Mixte, à déloger Boko Haram de ses fiefs dans le Nord du pays, il n'a cependant pas pu altérer la capacité de nuisance de l'organisation terroriste, et ce en dépit de son discours qui se veut rassurant. La quasi-totalité des personnes déplacées pour cause de terrorisme ne peuvent toujours pas retourner chez elles et restent cantonnées dans des camps de réfugiés où elles vivent grâce à des donations et des aides alimentaires internationales. Le Président en exercice n'a pas réglé, non plus, de manière structurelle et définitive, la question des Vengeurs du Delta du Niger qui, à chaque occasion, menacent de reprendre leurs activités violentes. Le Président Buhari tient fermement à un projet de loi qui, de l'avis des experts, implique que les droits de la Fédération sur le pétrole et le gaz se limitent aux taxes et aux redevances et ne se rapportent à aucun intérêt participatif dans la chaîne de production. Ce code, une fois entré en vigueur, pourrait déclencher une nouvelle vague de troubles dans le Delta du Niger et enliser le pays dans la crise. Les communautés du Delta et les vengeurs ont demandé au Président de ne pas promulguer le texte de loi en question. En dépit des trêves qu'ils annoncent, les vengeurs du Delta annoncent (août 2016), reviennent souvent à leurs attaques des installations (novembre 2017).

Les attaques contre les agriculteurs chrétiens continuent sans que le Président ait pu trouver de solution. Il est même accusé de laxisme pour n'avoir pas sévi contre les Musulmans peuls qui constituent une bonne composante de sa base électorale.

- **Corruption** : A quelques mois de l'échéance de 2019, Buhari annonce des mesures contre la corruption. Un domaine où le bilan de sa présidence est plutôt mitigé. Il avait fait de l'éradication

18. Lors de son intervention dans un forum d'affaires du Commonwealth à Londres, en avril 2018, le Président Buhari a reproché aux jeunes nigériens de ne vouloir « rien faire » et de profiter de l'argent du pétrole : « Beaucoup d'entre eux ne sont pas allés à l'école et prétendent que le Nigéria étant un pays producteur de pétrole, ils peuvent s'asseoir et ne rien faire et avoir droit à un logement, à des soins de santé et à une éducation gratuits », a-t-il indiqué. Cette déclaration a provoqué la colère des jeunes et déclenché une véritable campagne sur les réseaux sociaux. En 2016, il avait déclaré au journal britannique Daily Telegraph qu'il était difficile d'« accepter » les Nigériens à l'étranger à cause de leur réputation en matière de criminalité, en particulier de trafic de drogue et de traite d'êtres humains.

Plus tard, dans la même année, au cours d'un déplacement à l'étranger, en Allemagne cette fois-ci, après que sa femme Aïcha eut laissé entendre qu'elle ne le soutiendrait pas pour briguer un deuxième mandat, Buhari déclarera : « Sa place (allusion à son épouse) est dans ma cuisine », en réaction à quoi la chancelière Angela Merkel l'a foudroyé du regard.

de la corruption une de ses promesses de campagne en 2015, mais force est de constater que des personnalités de son propre camp sont aujourd'hui critiques sur les résultats enregistrés. En juillet 2018, il a signé un nouveau décret-loi qui permet de geler les biens ou toute vente de bien provenant d'activité criminelle, en révélant que les deniers publics volés par des personnes, jugées ou interpellées, s'élevaient à 1,4 milliard d'euros. Pour les observateurs, comme pour de grands pans de la société nigériane, ce réveil est tardif, d'autant qu'il intervient à huit mois de l'élection présidentielle et à un moment où le Président s'est déclaré candidat à sa propre succession. Cette signature du décret-loi a été perçue comme une campagne politique ayant des allures de chasse aux sorcières. D'ailleurs, les opérations menées par l'administration Buhari n'ont concerné que des responsables de la précédente équipe ou des opposants au régime, comme l'ancien conseiller en sécurité de Goodluck Jonathan, ou encore l'ancienne ministre du Pétrole.

- **Economie** : Les mesures de diversification des sources de revenus du pays, combinées à une reprise des exportations d'hydrocarbures, avaient doté le Nigéria du Président Buhari de quelques bons points. Il en va ainsi de l'amélioration des réserves de change qui ont atteint 47 milliards \$, à la mi-mai 2018, contre environ 32 milliards \$, selon les estimations de juillet 2015.

Pourtant, selon les données du Fonds monétaire International (FMI), le taux d'inflation du pays se situerait de nos jours à 14%, contre 9% en 2015. Cette dernière donnée laisse à penser que malgré les initiatives prises par le gouvernement, et une certaine embellie affichée par l'économie nigériane, celle-ci reste très affaiblie (2,7% de croissance en 2015, -1,6% en 2016 et 1% en 2017 selon la Banque mondiale). Faut-il ajouter en signe d'échec de la politique du Président Buhari que les prêts contractés par son gouvernement ont fait grimper la dette publique brute du pays, de 44% du PIB, en 2015, à 51% en 2018, toujours selon le FMI.

3. Les deux partis se neutralisent

Les deux partis, APC (au pouvoir) et PDP (à l'opposition), multiplient les efforts pour se présenter devant les Nigériens comme la force de salut pour le pays. Leurs agissements ne manquent ni d'intrigues ni de coups bas.

Comme dans toutes les élections africaines, le parti qui gouverne (ici l'APC) détient l'avantage de disposer des rênes du pouvoir, même si cette marge n'est pas tellement large depuis l'instauration du régime démocratique. L'APC bénéficie, aussi, de la renommée du Président Buhari en termes de probité et d'honnêteté, atout important dans un pays où la corruption est l'un des maux qui rongent l'administration. Le parti reste, néanmoins, sous la pression de présenter un bilan. Exercice pas toujours facile pour plusieurs raisons :

- Le Président en exercice s'était absenté pendant de longues périodes en raison de ses ennuis de santé, fait mis à profit par l'opposition qui ne cesse de mettre en relief son incapacité physique à gouverner le pays ;
- La fluctuation des prix du pétrole et des matières premières qui ont coïncidé avec la présidence Buhari n'ont pas aidé ce dernier à mettre en œuvre ses promesses de campagne en matière économique ;
- Le président avait peut-être sous-estimé la portée des stratégies de Boko Haram. Son action pour éradiquer le phénomène de la violence extrémiste ne s'est pas estompée avec la simple éviction de l'organisation hors des villes et villages où l'organisation terroriste était implantée ;

- Le conflit entre bergers Foulani et agriculteurs chrétiens, exagérément sanglant depuis le début de 2018, n'est pas pour favoriser un bilan du parti au pouvoir. De plus, le conflit s'internationalise avec l'implication de puissances étrangères et la mobilisation de la communauté chrétienne ;
- La lutte contre la corruption, phénomène structurel au Nigéria, avec toute la bonne volonté politique affichée par le Président Buhari, ne peut être résolue le temps d'un mandat présidentiel. Les actions du Président ne semblent pas avoir pesé contre ce fléau ;
- Le tout sécuritaire que prône le Président en exercice dresse la communauté des droits de l'homme, à la fois contre sa personne et son parti. En août 2018, les avocats et les structures de la société civile se sont indignés des propos tenus par Buhari lors de la conférence annuelle de l'Association des membres du Barreau nigérian (NBA), lorsqu'il a déclaré que la sécurité du pays passait avant le maintien de l'État de droit.

En plus de ces aléas, la candidature annoncée du Président sortant pour succéder à lui-même, en dépit de sa promesse de 2015¹⁹, a frustré les personnalités présidentiables au sein du parti. Elles voyaient s'échapper l'occasion de tenter leur chance pour la magistrature suprême et ont préféré conserver la possibilité de se porter candidats, en migrant vers des formations de l'opposition. Ces personnalités ont entraîné dans leur sillage un grand nombre de députés, de sénateurs et de gouverneurs qui se sont désolidarisés de Buhari et de l'APC pour aller rejoindre son rival le PDP ou d'autres partis de l'opposition.

Du côté du PDP, le challenge consiste à se donner l'image de la meilleure alternative au parti au pouvoir. Pour ce faire, il doit s'acquitter d'une mission assez ardue, celle de se présenter comme une ancienne structure renouvelée. En effet, le PDP était aux commandes de 1999 à 2015, seize années dont le bilan est difficilement défendable :

- Boko Haram, née en 2002 sous le règne du PDP, est passée à l'acte en 2009, toujours sous le gouvernement du PDP. Ce dernier n'avait entrepris aucune action efficace contre l'organisation terroriste qui s'était emparée de plusieurs villes et localités du Nord.
- Les actions criminelles et de sabotage des installations dans le Delta du Niger se sont multipliées sous le gouvernement PDP. Le Mouvement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND) avait entamé ses actes de sabotage des installations pétrolières dès 2006²⁰ et est entré en confrontation avec le gouvernement à partir de 2009, périodes où le Nigéria était gouverné par le PDP.
- Entre 1999 et 2015, le PDP, alors au gouvernement, n'avait rien entrepris pour diversifier les sources et leviers de l'économie nationale, et ce malgré les moments de prospérité financière qu'avait connu le pays.
- Aucun résultat significatif n'a, par ailleurs, été enregistré dans la lutte contre la corruption sous le gouvernement PDP.

En plus du fait qu'il ne dispose pas de grandes réalisations en termes de bilan, le PDP n'avait pu trouver son candidat que le 7 octobre, lors des primaires, contrairement à l'APC dont le candidat était quasiment désigné depuis le mois d'avril. Ils étaient plusieurs à vouloir se présenter sous l'étiquette du PDP et devaient s'en remettre à des primaires pour être départagés²¹. C'est finalement Atiku Aboubacar qui a remporté ces

19. Dans une déclaration à la BBC, Aisha Alhassan, ministre des Femmes, rappelait : « En 2015, avant son élection, Buhari avait promis qu'il ne briguerait qu'un seul mandat ». Voir : <https://www.afrique-sur7.fr/375453-nigeria-ministre-femmes-aisha-alhassa-contre-mandat-president-buhari>

20. La présence du MEND dans la région, dès 2006, a provoqué une chute d'un tiers de la production du brut, passant de 2,6 millions de barils par jour, en 2005, à 1,8 million de barils par jour, en 2008.

21. Il s'agit de : L'ancien vice-Président, Atiku Aboubacar; le président du Sénat, Bukola Saraki; son prédécesseur au sénat David Mark; le Gouverneur de l'État de Sokoto, Aminu Tambuwal; le Gouverneur de l'État de Gombe, Ibrahim Dankwambo; un ancien gouverneur de l'État de Kano,

primaires pour être le porte-fanion du PDP pendant les présidentielles de février 2019. La réaction des candidats battus aux résultats des primaires semble pour le moment positive. Ils se sont presque alignés derrière le candidat élu et ont promis de le soutenir.

Si le PDP parie, donc, sur le faible bilan de Muhammadu Buhari et le peu de réalisations par rapport à ses promesses de campagne, ainsi que sur la fragilité de sa santé et son âge avancé, le Président en exercice compte sur la qualité d'homme d'affaire du candidat du PDP et sur les bruits qui ont couru autour des origines de sa fortune pour le taxer de corrompu voire même, en dernier recours, de prendre des mesures coercitives à son encontre.

La vague d'exode de personnalités politiques de tout rang de l'un des partis vers l'autre (plus de l'APC vers le PDP) ne semble pas constituer un élément déterminant dans le renforcement ou l'affaiblissement de l'un ou de l'autre. La coalition formée par plus de 30 partis autour du PDP²² peut, par contre, constituer un facteur décisif contre l'APC et le Président en exercice. Elle rappelle la coalition qui a donné naissance à l'APC, en 2013, lequel avait pu battre le PDP en 2015.

4. Le prochain Président devra avoir la bénédiction des généraux retraités

Si certaines personnalités du monde des affaires semblent rester en dehors des tractations politiques, à l'image d'Aliko Dangote²³, c'est loin d'être le cas pour les anciens militaires. En effet, les généraux à la retraite restent actifs dans le domaine politique et continuent de remuer la boussole politique du Nigéria. Quelques-uns parmi eux ont déjà exprimé, dans des termes peu élogieux, ce qu'ils pensent du Président sortant. Six d'entre eux sont principalement craints par Buhari, en raison de leur influence sur la vie politique au Nigéria et dans le monde :

- Bien que le général Babangida (IBB) ait soutenu l'aspiration de Buhari en 2015 (tout comme Obasanjo), le camp du Président reste soupçonneux des rencontres constantes de Babangida avec d'autres généraux retraités, qui voient en ce dernier une sorte de point de ralliement contre l'aspiration présidentielle de Buhari. C'est, d'ailleurs, IBB qui a organisé le coup d'Etat contre Buhari, en 1985.
- Le camp de Buhari considère Olusegun Obasanjo comme étant encore plus dangereux que Babangida, et qu'il doit être contenu avant 2019. **Le 11 octobre 2018, Obasanjo annonce publiquement son soutien à Atiku, le candidat du PDP. Cette annonce met fin au doute qui avait régné concernant ce soutien du fait d'une ancienne brouille entre Obasanjo et Atiku.**

Rabiu Kwankwaso; un ancien gouverneur de l'État de Jigawa, Sule Lamido; et un ancien gouverneur de l'État de Kaduna et ancien gouverneur de l'État de Kaduna, Ahmed Makarfi ; un ancien gouverneur de l'État de Sokoto, Attahiru Bafarawa; un ancien gouverneur de l'Etat du Plateau, David Jang; un ancien ministre des fonctions spéciales, Tanimu Turaki; et un ancien sénateur de Kaduna du nord, Datti Baba-Ahmed.

22. Il s'agit de la Coalition de l'Union des Partis Politiques (CUPP)

23. Le Parti Démocratique populaire (PDP) a voulu qu'Aliko Dangote soit son candidat lors des prochaines élections présidentielles, mais l'homme le plus riche d'Afrique a décliné la proposition de se présenter au scrutin. Dans une interview au Daily Times, Dangote a déclaré : « Je suis un entrepreneur. Ma passion est de créer des emplois pour les Nigériens. Je ne suis pas intéressé par la politique. Je ne veux pas me présenter aux présidentielles de 2019. Les gens devraient arrêter de me proposer cela ... Tout cela est une tentative des personnes qui ne m'aiment pas. Ils font tout cela seulement pour semer la zizanie entre le Président Muhammadu Buhari et moi. Ces gens sont jaloux du succès que j'ai réalisé dans les affaires jusqu'ici ... Mes ambitions sont de développer les affaires, créer les emplois et produire la richesse, et non la politique. Je n'ai jamais montré d'intérêt pour la politique. Je ne m'intéresse pas à la politique. Je ne suis pas un politicien... Buhari est comme un père pour moi. Personne ne devrait essayer de me mettre en désaccord avec lui. Ça ne marchera pas. J'ai beaucoup de respect pour cet homme et ne l'affronterai pas en 2019 ... Je saisis aussi cette occasion pour avertir mes détracteurs. Ils devraient cesser d'utiliser mon nom pour atteindre leurs objectifs ».

- Bien qu'il ne soit pas connu pour avoir montré une désapprobation ouverte contre Buhari, le camp du Président est convaincu que le Général Abdulsalam Aboubacar est devenu trop associé avec Obasanjo et Babangida. Nonobstant le rôle qu'il a joué pour une transition pacifique en 2015, le camp du Président en exercice soupçonne le Général Aboubacar de manœuvrer avec d'autres généraux pour faire en sorte que le candidat Buhari n'obtienne pas un second mandat. Il aurait également utilisé ses contacts à l'international et au sein de l'Union africaine pour mobiliser contre le même Buhari.
- Le General T.Y. Danjuma avait généreusement soutenu la campagne de Buhari en 2015 (argent et matériel). Les deux hommes se sont brouillés par la suite. Danjuma est catalogué par le clan du Président comme un homme à craindre, à cause de sa richesse prodigieuse. Il est considéré comme une voix très influente dans la région du Middle Belt, et a été accusé d'avoir armé son peuple Jukun pour attaquer les pasteurs Foulani dans la région du plateau de Mambila, dans l'État de Taraba. L'entourage du Président sortant affirme que Danjuma a utilisé sa proximité et ses antécédents militaires pour influencer un récit négatif contre la présidence de Buhari, et a encouragé beaucoup de gens dans la région de Middle Belt à tourner le dos au président et à l'APC. Danjuma était récemment aux États-Unis avec le gouverneur de l'État de Taraba, où il aurait eu des discussions avec différents groupes pour faire campagne contre l'administration Buhari et sa gestion de la menace des bergers dans l'État de Taraba et la région du Middle Belt.
- Le Général Aliyu Gusau était le ministre de la Défense sous Goodluck Jonathan. Il a également travaillé dans différentes agences de renseignement en tant qu'officier de l'armée. Il avait sollicité la nomination du PDP, le Parti démocratique populaire, pour devenir son candidat à la présidence. Il est un allié connu de Babangida et Obasanjo, de même qu'il est très proche de Danjuma et Abdulsalam. Le camp de Buhari est persuadé que Gusau travaille de pair avec d'autres généraux retraités et influents, pour mettre fin aux aspirations de Buhari en 2019. Pour l'entourage de Buhari, le Général Haliru Akilu est une autre main invisible utilisée par les généraux retraités pour empêcher que le Président en place décroche un nouveau mandat présidentiel en 2019. Akilu a servi comme Directeur général de l'Agence nationale de renseignement, chef du renseignement de la défense, et chef de la Direction du renseignement militaire. Akilu et Babangida sont très proches, en ce sens que leurs épouses sont des cousines.

Dans un article consacré à cette question, le Daily Post du Nigéria rapporte les propos exprimant l'opinion du président du Conseil des Anciens du Nord (NEC), Tanko Yakassai, un connaisseur de la scène politique nigériane. Selon ce dernier, les anciens généraux, en particulier l'ancien président Olusegun Obasanjo « contrôlent [...] la destinée de la plupart des Nigériens et jouent un rôle clé dans la détermination de la gouvernance du pays »²⁴.

Contrairement au Président Buhari, qui entretient des liens tendus avec ses anciens collègues généraux de l'armée, les candidats potentiels et déclarés du PDP, principalement Saraki et Atiku, n'ont annoncé leur candidature qu'après avoir rendu des visites de courtoisie, de conseil et de demande de bénédiction, aux anciens généraux, Obasanjo et Babangida. **Deux personnalités clés de la politique au Nigéria, et dont l'opposition à un deuxième mandat de Buhari est notoirement connue.**

24. La même personne avait ajouté dans une interview au quotidien nigérian Newtelegraph que « le problème est que les partis politiques sont des outils entre les mains de l'armée et cela a commencé avec Obasanjo qui a pris le contrôle du parti et s'est désigné comme chef, et les gouverneurs en tant que leaders dans leurs Etats ont décidé du sort du Nigeria ». Voir : <http://dailypost.ng/2018/03/03/2019-ex-military-generals-can-stop-buharis-second-term-bid-yakassai/>

2. Les liens matrimoniaux comme outil politique

Le Président Buhari a donné, le 16 décembre 2018, sa fille, Zahra Muhammad Buhari, en mariage à Ahmed Indimi, fils de Mohamed Indimi²⁵, propriétaire de l'Oriental Energy Ressources Limited, et dont la fille, Yakolo Indimi est mariée à l'un des fils de l'ancien Général Babangida. Son autre fils Ibrahim est marié à la fille d'Aliko Dangote, le richissime homme d'affaires nigérian.

L'épouse du Président est son plus grand soutien, en dépit d'un malentendu après la visite de Buhari en Allemagne et ses déclarations à la BBC, voir supra. Elle est descendante d'une famille royale. Elle est originaire de l'Etat d'Adamawa au Nord-est du Nigéria. Son grand-père, Alhaji Muhammad Ribadu, a été le premier ministre de la Défense dans l'histoire du Nigéria. Son père était un ingénieur civil et sa mère est une descendante de la famille Ankali, connue pour sa réussite dans les domaines de l'agriculture et du textile.

Olujonwo Obasanjo, fils de l'ancien général et président Olusegun Obasanjo, est marié à Tope Kessington Adebutu, fille de Kessington Adebutu, le milliardaire qui détient le marché des paris de plusieurs millions de Naira - Premier Lotto (Baba Ijebu). Le couple n'est resté marié qu'une année avant de divorcer en juin 2018.

Le 3 mars 2018, à Kano, toute l'élite politique avec ses éminentes têtes d'affiche, était présente à la cérémonie de mariage de la fille du gouverneur de Kano et du fils du gouverneur d'Oyo (Sud-est). Ont été présents à la célébration de ce mariage, le président du Sénat Bukola Saraki, plus de vingt gouverneurs d'Etat, plusieurs sénateurs et députés et même le président de la fédération et chef d'Etat Buhari.

Commentant ce fait, Benjamin Augé, chercheur associé aux programmes Afrique et Energie de l'Institut français des relations internationales (IFRI), souligne que se servir des mariages pour se renforcer dans les scènes politique et/ou économique, est élevé au rang de science au Nigéria²⁶.

Il est cependant peu probable que les alliances matrimoniales puissent jouer un rôle dans le déroulement des élections de 2019, du moins en ce qui concerne l'élection présidentielle. Plusieurs contradictions politiques peuvent se manifester au sein d'une même famille. L'exemple d'Ahmed Indimi, cité plus haut, illustre ces contradictions. Tout en ayant des liens avec le Président actuel et le général Babangida, il est opposé à un deuxième mandat pour Buhari. La famille présidentielle elle-même n'est pas exempte de ces dilemmes.

Aisha Buhari avait affirmé qu'elle ne soutiendra pas le Président en 2019, en raison de ses déclarations la concernant lors de son séjour en Allemagne²⁷. A la suite des primaires à l'APC, la femme du président est sortie pour critiquer les manœuvres au sein du parti, laissant entendre que la désignation des candidats avait manqué de transparence.

25. Muhammad Indimi a placé ses enfants dans des familles avec une « utilité » qu'on pourrait qualifier d'excellente. Lié à presque toutes les tendances politiques, il se trouve aujourd'hui du côté de l'opposition politique au gouvernement, si on considère sa relation matrimoniale avec Babangida. Il est, aussi, du côté du parti au pouvoir, si l'on considère qu'il est le gendre du Président Buhari. Difficile de considérer qu'il doit rester neutre.

26. « La stratégie matrimoniale comme moyen de souder deux puissantes familles n'est évidemment pas propre au Nigeria, mais elle y est devenue une science particulièrement éprouvée et efficace ». Voir : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/05/au-nigeria-le-mariage-entre-elites-est-un-acte-politique-et-economique_5266024_3212.html

27. Voir note 17 supra.

Conclusion.

Il serait très difficile d'imaginer des changements notables au Nigéria d'ici les prochaines élections générales de février 2019. Les quelques mois qui nous séparent de ces échéances, ne peuvent rien apporter qui puisse changer ou bouleverser le paysage actuel. L'attention de toute l'élite politique du Nigéria est captée par la course au pouvoir, aussi bien au niveau fédéral que des Etats. Tout évènement significatif que le pays connaîtra, et toute initiative que les forces entreprendront, s'inscriront dans le cadre de la course aux sièges à la Maison des représentants ou au Sénat, et de la rivalité autour des sièges des gouvernorats et à la magistrature suprême à la tête de la Fédération.

1. Le rapport des forces politiques

Comme décrit dans le chapitre précédent, les deux principales forces politiques du pays se neutralisent au stade actuel de la campagne pré-électorale. Si l'APC compte sur le privilège d'être le parti au pouvoir, ce qui, en Afrique, compte dans une échéance électorale, il doit faire face à la présentation du bilan de mandat, chose très difficile au regard des critiques qui fusent au sujet des performances du Nigéria dans tous les domaines durant les quatre dernières années.

Le PDP, qui n'aura pas de bilan à défendre, et qui veut se présenter comme alternative à l'APC, est, quant à lui, plus à l'aise de ce point de vue. Cependant, les difficultés reprochées à l'APC sont les mêmes que celles vécues au temps où le PDP était au pouvoir. Aucune formation ne peut convaincre si elle veut argumenter autour de son bilan.

C'est l'argument que brandissent certains jeunes candidats et qui n'appartiennent à aucune des formations. L'exemple par Kingsley Moghalu, le porte fanion du "Young Progressive Party" (YPP) et candidat du parti pour les élections de février 2019. Il veut révolutionner la campagne, en défiant aussi bien le Président sortant que le futur candidat du PDP d'accepter un débat télévisé avec les autres candidats. Il soutient que les deux partis ont montré qu'ils sont mauvais dans la gestion du pays.

Jusqu'à présent, et dans ce paysage de match nul apparent entre les deux formations, le PDP semble, sans marquer de points notables, dominer la partie. Les défections de milliers de militants et de cadres de l'APC vers le PDP ont donné un certain avantage à ce dernier au détriment du premier. Mais, et sauf miracle de dernière minute, l'atout qui donne un certain avantage au PDP est que les faiseurs de rois au Nigéria (qui ont aidé Buhari en 2015) sont aujourd'hui opposés à un nouveau mandat de l'actuel Président, et certains d'entre eux ont d'ores et déjà annoncé publiquement leur soutien au candidat de l'opposition. Ce dernier, homme d'affaires, pourra également bénéficier du soutien des hommes du capital. Rien ne semble entraver sa marche vers le haut du podium. Atiku Aboubacar, ancien vice-Président, a dépassé le dernier handicap que constituait l'aversion d'Obasanjo à son égard.

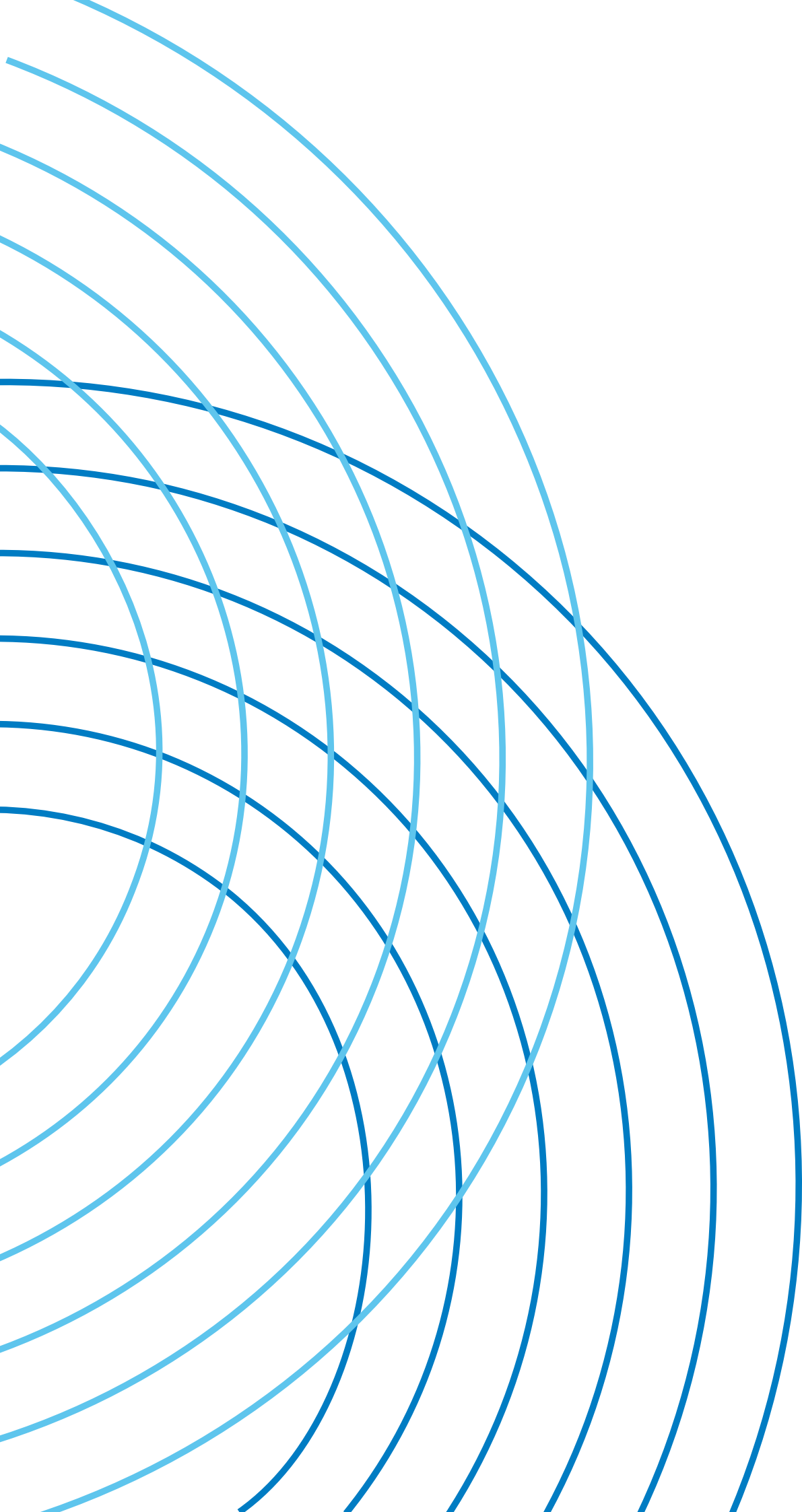
2. Le pronostic.

Il serait difficile de se prononcer sur le sort d'une élection à cinq mois de son déroulement. Cependant, au vu des reproches jusqu'à présent faites à l'APC et à son gouvernement, l'opposition de certains faiseurs d'opinion à la reconduction de Buhari, la situation économique du pays et la prolifération des violences, les chances du parti au pouvoir de conserver la présidence s'amenuisent, au fur et à mesure que ce paysage perdure.

De plus, le Président Buhari aurait déclenché une campagne anti-corruption au lendemain des primaires et quelques 50 personnes, parmi lesquelles plusieurs figures de l'opposition, ont été, sans avis des cours de justice, inculpées et interdites de voyage hors du pays. Pour la majorité des Nigériens, de telles mesures n'avaient plus été prises dans le pays depuis l'ère des dictatures militaires.

A moins d'un évènement spectaculaire qui viendrait renverser la situation, en donnant l'avantage à l'APC, ce dernier semble en situation difficile pour les échéances de 2019. Le futur gouvernement a toutes les chances d'être conduit par le PDP, à moins d'événements graves qui viendraient déstabiliser le pays d'ici la fin de l'année.

La seule performance dont l'APC semble capable, dans l'Etat actuel des choses, c'est de priver le candidat PDP des 25% nécessaires dans certains gouvernorats et le forcer à un deuxième tour. Et même dans un tel scénario, la victoire du PDP ne serait que reportée.







OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4th
Floor – Mahaj Erryad - Rabat Morocco

Website: WWW.OCPPC.MA

Email: CONTACT@OCPPC.MA

Phone: +212 5 37 27 08 08

Fax: +212 5 37 71 31 54